Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 45

p.a.f. 0,60 € - **septembre 2014**

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Le capitalisme nous mène au black-out

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Saint Business

La crypte Saint Jean de Beauraing a reçu du Vatican un petit morceau de tissu avec une goutte de sang qui serait celui que le pape Jean Paul II aurait versé lors de l'attentat perpétré contre lui en 1981.

Les responsables de l'église rebaptisée crypte Saint Jean-Paul II attendent de cette relique surtout des miracles pour les caisses de l'église venant du flux accru de pèlerins.

Il y a aujourd'hui des agences de tourisme qui proposent des voyages dans l'Espace et d'autres qui nous proposent un retour collectif au moyen-âge…

Quand le profit retire la prise

En 1992, la production d'électricité aux USA était libéralisée, les capitalistes du secteur pouvaient le gérer comme ils l'entendaient. Huit ans plus tard, le pays subissait les premiers black-out qui, depuis, se reproduisent fréquemment. En Belgique, la libéralisation date de 2007. Grâce à quoi Electrabel réalise 1 milliard d'euros de bénéfices chaque année sur lequel il paye 1% d'impôt en moyenne.

A présent, quatre de ses centrales nucléaires sont à l'arrêt pour diverses raisons, trois de ses centrales au gaz ont été fermées « faute de rentabilité ». Et le gouvernement annonce des pénuries d'électricité pour cet hiver. Pour éviter le black-out généralisé, des coupures de courant pourraient être réalisées zone par zone. Les communes ont déjà reçu des plans pour les inciter à se préparer. Entre autres, le gouvernement avertit que ces mesures risquent « de priver les ménages de chauffage central » (en plein hiver) et « de couper l'alimentation d'appareil médicaux chez de nombreux malades à domicile ».

Exproprier les rapaces capitalistes du secteur de l'énergie, voilà le véritable plan d'urgence pour éviter le black-out !



Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Le capitalisme nous mène au blackout !

Chaque semaine, les médias et leurs « experts » nous rappellent qu'il faut s'attendre à des coupures de courant cet hiver. Le gouvernement a préparé un « plan de délestage » pour organiser ces coupures par zones plutôt qu'une panne générale, un black-out.

Cela fera une belle jambe aux particuliers privés d'éclairage, de chauffage central, de congélateur, de respirateur artificiel… Les commerçants, les restaurateurs, les hôpitaux, les homes pour personnes âgées devront se débrouiller avec les moyens du bord.

Pourtant, il y a 20 ans, la Belgique disposait d'un parc d'énergie électrique parmi les plus développés. Mais, avec la libéralisation du secteur intervenue dans les années 2000, les gouvernements ont laissé les capitalistes gérer le secteur comme ils l'entendaient. Et voilà le résultat.

Ces centrales électriques ont pourtant été construites grâce à l'argent des contribuables et amorties à pas accéléré grâce au prix surélevé prélevé chez les consommateurs. La « libéralisation du secteur de l'énergie » c'était surtout permettre aux entreprises capitalistes de s'enrichir grâce à ces installations. Pour Electrabel, filiale de GdF-Suez depuis 2008, c'étaient des profits garantis, sans devoir faire le moindre investissement. Ce qui n'a pas empêché Electrabel et les autres « acteurs de l'énergie » d'augmenter encore les prix.

Les réacteurs nucléaires approchent de leur fin de vie ? Comme à Doel, à Thiange, les cuves en acier qui contiennent l'eau de refroidissement du combustible d'uranium, ne paraissent plus en état de supporter le choc d'un refroidissement d'urgence en cas de problème ? Il faudrait démanteler ces centrales et investir dans des capacités de production alternatives ?

Les exploitants capitalistes n'en ont cure. En 2013, GdF-Suez a distribué plus que la totalité de son profit net en dividendes aux actionnaires : 3,5 milliards d'euros, tout en menant une bataille juridique pour ne pas devoir payer à l'Etat la « taxe nucléaire » de 500 millions d'euros.

En fait, comme c'est le cas pour tous les autres sites industriels pollués que les capitalistes ont abandonné pour réaliser plus de profits, les actionnaires d'Electrabel-GdF-Suez comptent laisser les centrales nucléaires usées derrière eux, en comptant sur l'Etat pour tout nettoyer avec l'argent public.

Et pendant que ces centrales nucléaires tombent en panne les unes après les autres, les entreprises de l'énergie arrêtent la production de leurs centrales à gaz « pas assez rentables » ! Il est en effet plus profitable de produire de l'électricité en brûlant du charbon, dont le prix a beaucoup baissé… Et tant pis pour la pollution, tant pis pour les consommateurs plongés dans le noir.

Les gouvernements – les précédents comme les futurs – sont complices de ce pillage mis en œuvre sans le moindre sens des responsabilités envers la collectivité.

Ainsi, le plan Wathelet n'est rien d'autre qu'un plan de subsides pour les mêmes capitalistes. Car la constitution de la « réserve stratégique » signifie que le gouvernement se prépare à subventionner les centrales à gaz qu'Electrabel et d'autres entreprises d'énergie jugent trop peu rentables. Cela s'ajoutera aux cadeaux à fonds perdus distribués à tout va pour permettre aux capitalistes de faire des profits avec l'énergie renouvelable. Les éoliennes sont loin de couvrir les besoins en électricité pour permettre de faire rouler des trains et fonctionner des usines, des hôpitaux et autres infrastructures collectives.

Le futur gouvernement envisagerait quant à lui de prolonger encore une fois la durée d'exploitation des centrales nucléaires. Pour permettre aux actionnaires d'Electrabel-GdF-Suez (dont Albert Frère et la famille Boël) de continuer à se remplir les poches avec des centrales en bout de course, ils prennent le risque de provoquer pire qu'un black-out : un accident nucléaire !

Tant que les intérêts d'une poignée d'actionnaires priment sur les intérêts de la majorité de la population, il n'y aura pas de vraie recherche et de développement d'une énergie peu coûteuse pour la population. C'est pour cela qu'il ne faut pas laisser des secteurs aussi fondamentaux que l'énergie, la santé, l'éducation, le transport, la nourriture, les banques… dans les mains des capitalistes. Il faut soumettre tous les secteurs essentiels de la société au contrôle de la population, et en premier lieu au contrôle des travailleurs qui les font fonctionner.

Cette solution n'est envisagée par aucun gouvernement, et elle ne pourra être imposée que par les travailleurs. Mais c'est la seule pour éviter le black-out.

Doosan à Frameries :
Licenciements pour le profit

Lundi 1er septembre, le groupe Doosan (production d'excavatrices) annonçait sa décision de fermer le site de Frameries et de supprimer 313 emplois. La surprise et la colère furent grandes parmi les travailleurs et plus encore parmi les chefs qui avaient cru la direction, alors qu'elle promettait une reprise de la production et des commandes pour la rentrée.

Les porte-paroles du groupe justifient leur décision en prétextant que, avec la stagnation des ventes en Europe, le site de Frameries « n'est plus rentable ni compétitif ».

Pourtant ces dernières années, les travailleurs de Frameries ont enrichi les actionnaires du groupe : 8,4 millions € en 2012 ; 4 millions en 2013… Bénéfices sur lesquels Doosan a payé en moyenne moins de 2% d'impôts, grâce au mécanisme des intérêts notionnels.

Mais voilà, la crise s'aggrave et ne permet pas d'espérer une augmentation des ventes, alors Doosan à Frameries, comme Caterpillar à Gosselies, Ford à Genk, ArcelorMittal à Seraing, etc, tous ces capitalistes tentent de préserver leurs bénéfices en faisant effectuer la même production par moins de travailleurs, et en supprimant certains sites pour en saturer d'autres.

Cette politique des grands groupes capitalistes ne fait qu'aggraver la crise et l'envol du chômage.

Les organisations syndicales se préparent à de longues discussions dans le cadre de la « procédure Renault » dans le dos des travailleurs, ce qui ne permet ni de sauver les emplois ni de dégager un avenir aux futurs licenciés. Les syndicats parlent de « faire pression sur les politiques pour le maintien d'une activité sur le site de Frameries » mais ce ne sont que des vœux pieux. Bien sûr le gouvernement wallon, la commune de Frameries, s'il leur reste de l'argent en caisse, pourront toujours arroser de subsides quelque vautour « repreneur ». Pourtant les 720 000 € de subventions que Doosan a reçus pour le site de Frameries n'ont pas servi à garantir l'emploi, mais seulement à enrichir les actionnaires. Pourquoi en irait-il différemment à l'avenir ?



Les capitalistes détruisent la société par la course au profit, les politiques sont leurs complices et les dirigeants des syndicats se refusent à organiser des luttes importantes qui pourront imposer le partage du travail.

Les charognards

Après avoir fermé les deux haut-fourneaux et la Cokerie de Seraing, le groupe Arcelor-Mittal réclame à présent à la commune de Seraing un remboursement de 2,5 millions € de taxes « pour improductivité » des sites situés sur ce territoire. Après avoir jeté les travailleurs à la rue, ils sont prêts à mettre la commune sur la paille.

Audi / VW - Forest

Il coûte vraiment trop cher

Astiquage et remise à neuf pour accueillir un big boss de la direction allemande venu à Bruxelles la semaine passée avec limousine et toute sa cour pour nous apprendre que… nous coûterions trop cher. En tout cas, il a fait la démonstration à tout le monde de quels coûts (et postes) sont superflus…

Course de géants…

Plus de voitures vendues, plus de profits, plus de dividendes, le groupe VW est en passe de dépasser Toyota et Ford et de devenir le plus grand constructeur d'automobiles du monde. Mais à quel prix pour nous !

Parmi tous ces superlatifs, le CEO du groupe en annonce un autre : dans les trois ans à venir, il prévoit des économies de 5 milliards d'euros par an, entre autres en renforçant le recours à la sous-traitance et en imposant des prix moins chers pour les pièces livrées par ces derniers.

Sous la grandeur des capitalistes on trouve finalement toujours la sueur des travailleurs...

Durobor - Soignies

S'il faut choisir...

On vient travailler la tête pleine de rumeurs : aura-t-on un salaire au-delà de septembre ?

La seule certitude, c'est que les directeurs et les actionnaires ont eu leurs revenus assurés par notre travail et par l'argent de la Région wallonne, c'est à dire du contribuable.

Mais pourquoi ce serait toujours les revenus des plus riches qu'il faudrait protéger, et non ceux des ouvriers ? Qui produit des richesses ? Qui est utile à la société ?

Plan d'engraissement

Mario Draghi, le gouverneur de la Banque Centrale Européenne, vient de décider un nouveau plan d'aide à la classe capitaliste. Les banques pourront emprunter de l'argent à la BCE à ...0,05% d'intérêt. De même, les banques, les grosses entreprises, pourront revendre à la Banque centrale leurs créances douteuses, leurs actifs « pourris » à hauteur de 1000 milliards €.

Les Bourses européennes se sont envolées à l'annonce de cette nouvelle manne pour les banques, mais les travailleurs doivent s'attendre au pire car cela veut dire que la crise financière s'aggrave encore.

La même semaine, la Réserve Fédérale américaine a publié une étude des résultats de ses propres plans d'aide massifs aux banques. Alors qu'on ne peut pas la soupçonner d'extrémisme dans les critiques de ses propres plans, elle ne peut que constater l'accroissement des inégalités aux USA. Alors que 10% des plus riches ont un revenu mensuel moyen de 300.000 € (certainement sous-estimé), les 20% les plus pauvres doivent survivre avec… 10 000 € par an, en recul de 8% !

Les « plans de relance » se résument tous à ceci : transférer des poches des travailleurs vers les coffres des plus riches, bien qu'ils soient incapables de faire autre chose que de gaspiller ces milliards dans la spéculation en créant les conditions d'une nouvelle crise.

Les transferts dont on ne parle pas

Les dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires ont fortement augmentés dans le monde entier au deuxième trimestre de 2014. 426,8 milliards $ (318 milliards €) ont ainsi été distribués aux actionnaires (en trois mois !). Les actionnaires des entreprises françaises ont par exemple reçu 40,3 milliard $, soit presque la moitié des dividendes versés aux USA et aux Canada.

Comme quoi, les sacrifices « pour la compétitivité », cela ne concerne que les travailleurs.

Working class heroes

A Douvres, les policiers britanniques ont arrêté un tri-athlète australien qui s'apprêtait à traverser la manche… parce qu'ils le prenaient pour un immigré clandestin. Il est vrai qu'à côté des exploits de ces travailleurs immigrés qui franchissent des montagnes puis des océans, rejoignent parfois les côtes européennes à la nage pour tomber dans les griffes d'exploiteurs sans scrupules, les athlètes professionnels font pâle figure.

Ebola : Il n'y a pas que le virus qui tue

L'épidémie due au très contagieux virus Ebola prend des proportions toujours plus mortelles et touche au moins cinq pays africains, et a déjà fait plus de 2000 morts.

Après des mois de mesures dérisoires, l'ONU et l'OMS ont maintenant promis des moyens « sans précédent » et parlent d'enrayer l'épidémie en « six à neuf mois ».

En fait, il s'agit seulement d'ouvrir quelques centres médicaux supplémentaires, alors que dans les pays les plus touchés, pays parmi les plus pauvres de la planète, il n'y a qu'un médecin pour 100 000 habitants.

Si le virus menaçait tel gisement d'uranium ou tel puit de pétrole, les gouvernements occidentaux auraient déjà débloqué des milliards d'euros pour les interventions militaires, au nom des profits capitalistes sous couvert de la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Mais Ebola ne menace que les êtres humains, et qui plus est, des pauvres… pour le moment.



ENSEIGNEMENT

Le « Pacte pour un enseignement d'excellence » de Milquet mérite le prix d'excellence du cynisme et de l'hypocrisie !

140 millions d'euros en 2015 et 280 millions par an de 2016 à 2018 : voilà les économies annoncées dans l'enseignement de la communauté française. Comment seront-elles réalisées précisément ? Ce n'est pas encore annoncé.

60% des élèves ont déjà doublé au moins une fois, les classes sont surchargées, les places manquent dans les écoles, les enseignants ne sont pas remplacés à temps, les activités sont de plus en plus rares et de plus en plus chères... Pour que les professeurs aient de bonnes conditions de travail et que les jeunes aient accès à un meilleur enseignement, c'est un refinancement en hausse qui s'impose et non pas des centaines de millions d'euros d'économies supplémentaires !

Ukraine : la guerre en Europe

Un cessez-le-feu vient d'être conclu entre l'Ukraine et la Russie.

La raison principale du cessez-le-feu est que les forces du gouvernement ukrainien soutenu par les « conseillers militaires » des Etats-Unis et l'Union européenne ont essuyé des reculs partout.

Nombre de conscrits ukrainiens, russophones ou pas, n'ont aucune envie de faire la guerre à leur propre population. Cela a forcé Kiev à former des « unités spéciales » de volontaires, sinon de mercenaires, pour servir de fer de lance à la reconquête de l'Est. C'est appuyé par des milices d'extrême droite que depuis avril, le gouvernement de Kiev du milliardaire Porochenko mène la guerre à la population ouvrière des deux régions de Lougansk et Donetsk à l'Est du pays. Et c'est à ce gouvernement-là que l'Union européenne et les Etats-Unis ont décerné le label démocratique !

Cette extrême droite armée par les soins du gouvernement ukrainien et ses alliés, va-t-elle se contenter de ce cessez-le-feu ? A plus long terme c'est d'autant peu probable que la récession et le chômage qui a explosé laissent déjà peu de chances de retour à une vie civile.

En Russie, Poutine exalte le passé tsariste. Il voudrait être reconnu comme celui qui a restauré la Nouvelle Russie des tsars sur le pourtour de la mer Noire, ce qui correspond au sud-est ukrainien actuel. Il distille ainsi la haine entre des peuples, ukrainien et russe, que des siècles d'un passé commun ont unis et entremêlés.

Quant au camp occidental, il déclare renforcer sa présence militaire dans la région et augmenter ses dépenses militaires pour se préparer à une éventuelle intervention militaire contre la Russie, soi-disant pour défendre la liberté des peuples. Ce ne sont pour l'instant que des paroles et beaucoup d'intérêts économiques retiennent les puissances occidentales de couper les ponts avec la Russie qui est un important marché pour les produits des pays de l'Union européenne, allant des pommes polonaises jusqu'aux bateaux militaires français. Et la Russie est aussi le principal fournisseur de gaz de nombreux États européens.

Quoi qu'il en soit, les choix et les intérêts des populations concernées n'entrent en ligne de compte ni du côté de Kiev, ni du côté de Moscou. Et, avec ce conflit en Ukraine, c'est tout un pan de l'Europe que les manœuvres et rivalités des grandes puissances ont commencé à déstabiliser, en opposant entre elles des populations sœurs, contraintes à choisir un des deux camps qui se combattent.

Va-t'en guerre

Au sommet de l'OTAN, en Grande-Bretagne, les pays membres ont décidé de se doter « d'une force d'intervention rapide » à l'Est, c'est à dire contre la Russie. Les budgets militaires seront augmentés pour atteindre 2% du PIB ! L'austérité, oui, mais pas sur les missiles et les avions de combats. Di Rupo, présent à ce sommet, a justifié ces décisions : « on tablait sur la paix et on assiste aujourd'hui à une attitude agressive » de la Russie. L'OTAN tablait sur la paix ? Comme en Yougoslavie, en Afghanistan, en Lybie ?

Ces dirigeants irresponsables nous préparent la guerre. Mais les travailleurs ont tout intérêt à ne pas les laisser faire.

Patrie et business

La Russie riposte aux mesures d'embargo européennes par ses propres mesures d'embargo. Et déjà on nous parle de « patriotisme ». Pour l'instant, il faudrait manger les poires, œufs et côtelettes que les producteurs belges ne peuvent plus exporter vers la Russie, et demain peut-être se contenter des pertes d'emploi suite à la disparition de ce marché. Et le patriotisme des patrons ? Il s'arrête là où commence leur portefeuille.

« War Comes Home »

La population pauvre de Ferguson, petite ville des Etats-Unis, a protesté pendant plusieurs semaines contre le meurtre d'un jeune homme noir par un policier. Ces manifestations ont été durement réprimées par la police. Parmi les manifestants, les vétérans des guerres à l'étranger ont eu la surprise de découvrir que l'équipement des forces de police était identique à celui utilisé par les forces armées US pour mater les manifestations en Irak. Pas de coïncidence là-dedans : le « programme 1033 », approuvé par le gouvernement et les députés, permet au Pentagone de recycler ses équipements aux forces de police américaines qui en font la demande. En 2013, 450 millions $ de « matériel » ont ainsi été fournis aux forces de police locales américaines dont 860 véhicules blindés, 533 avions et hélicoptères, 94 000 fusils d'assaut, etc.

« War comes home » constatent les vétérans sans boulot, les travailleurs et les pauvres qui vivent dans des quartiers sinistrés par la crise, au coeur du plus riche pays du monde !



Socialisme ou barbarie

La décapitation d'un journaliste américain en direct sur Internet et la fuite des populations appartenant à la minorité religieuse des Yézidis ne donnent qu'un infime aperçu de l'horreur que vit la population en Irak. Des atrocités qui s'ajoutent à celles des bombardements de la population de Gaza par l'armée israélienne, des massacres en Syrie, des ravages meurtriers entre bandes rivales en Lybie et des affrontements nationalistes en Ukraine.

Mais si on nous parle de fanatisme religieux, de guerres ethniques entre différentes factions se réclamant de l'Islam, ou encore entre Juifs et Arabes, comme si c'était une question de religions ou de peuples barbares, les barbares sont à chercher avant tout du côté des dirigeants des pays impérialistes et de leurs grandes entreprises.

C'est depuis des décennies que dans toute la région du proche et moyen Orient, les dirigeants impérialistes, anglais, américains, français, européens, dressent les États et des peuples de la région les uns contre les autres afin de mieux préserver leur domination. Et ils ont fait la même chose en Afrique noire et en Asie.

L'armement de l'Irak de Saddam Hussein dans les années 80, pour contrer l'Iran, et les deux guerres contre l'Irak qui ont suivies ne sont qu'une partie de cette histoire. Après la dernière décennie de guerre qui a coûté plus de 2 000 milliards de dollars, même les quartiers de la capitale Bagdad n'ont plus toujours de l'électricité. Beaucoup d'écoles sont détruites, les enseignants morts ou réfugiés, se rendre à l'école c'est risquer sa vie. Ce sont les dirigeants impérialistes qui ont ramené ce pays des siècles en arrière !

La seule chose présente en suffisance dans ce pays, ce sont des armes. Et c'est à nouveau la seule réponse que trouvent les dirigeants des pays occidentaux : bombardements et livraisons d'armes, cette fois aux milices kurdes. Ce sera au tour de ce peuple opprimé de servir de chair à canon à l'impérialisme avec comme seul résultat d'ajouter la guerre à la guerre.

C'est dans cette même politique du « diviser pour mieux régner » que s'insère le rôle de l'Etat d'Israël subventionné et armé par les puissances impérialistes. Ses dirigeants n'agissent pas seulement pour leur propre compte, mais autant et plus pour le compte des grandes puissances occidentales dont les trusts tirent profit des richesses du sous-sol en pétrole comme de la vente d'armes.

Et les autres États du voisinage, arabes ceux-là, ne valent pas mieux. Les multinationales concèdent à leurs dirigeants de quoi vivre dans l'opulence pendant qu'une grande partie de leurs peuples crèvent dans la misère. Faut-il le rappeler, si le blocus est imposé à Gaza par Israël, il l'est, aussi, par l'Égypte, un pays dont l'armée financée et armée par les Etats-Unis exerce une dictature implacable contre les pauvres.

Tout le mécanisme du système capitaliste mondial est bâti comme cela : des guerres et des massacres là où se situent les richesses en matières premières. Et cela pour qu'à l'autre bout du monde, dans les sièges feutrés des grands trusts à New York, Londres, Paris, Berlin ou Bruxelles, les dirigeants capitalistes puissent ajouter des milliards aux milliards qui seront gaspillés en luxe inouï pour une minorité ou dilapidés dans la spéculation. Les grandes sociétés financières pataugent partout dans le sang.

Aussi plus près de chez nous, le bruit de bottes qui se fait entendre en Ukraine, suit cette même logique de domination sur les richesses minières dans cette région. La « démocratie » et la « liberté » au nom de laquelle les crapules hypocrites qui dirigent l'Union Européenne et les Etats-Unis soutiennent des milliardaires à la Porochenko et sa politique nationaliste, signifient pour la population laborieuse de ce pays la guerre et un important retour en arrière de ses conditions de vie.

Ici, pour l'instant, les capitalistes se contentent de nous faire subir leur crise par le chômage, l'austérité et les reculs sociaux. Mais disons-nous bien que ce sont ces mêmes capitalistes et banquiers qui font subir la guerre aux classes populaires de Gaza, en Irak ou en Ukraine.

La guerre, c'est le présent de bien de peuples dans ce système barbare. Mais elle peut aussi devenir notre avenir. Les reportages rétrospectifs consacrés au déclenchement de la Première Guerre mondiale montrent avec quelle rapidité des millions d'ouvriers, de paysans ont été mobilisés pour être transformés en chair à canon. Huit millions de morts dans la première guerre mondiale, non pas pour la patrie, ni pour défendre la liberté, mais pour permettre aux grands fauves capitalistes rivaux d'accroître leur part de la dépouille de leur victime.

Le capitalisme n'est pas devenu meilleur après deux guerres mondiales, mais nuisible à une plus grande échelle encore. L'humanité ne connaîtra la paix qu'avec la fin de ce système barbare.

Un gouvernement de combat

Les premières infos ont filtré quant aux plans du gouvernement fédéral en devenir : obliger les chômeurs à travailler (sans forcément gagner plus que le chômage), baisser les retraites des fonctionnaires et agents publics, augmenter la TVA et les accises, baisser drastiquement les cotisations sociales versées par les entreprises, saut d'index, ... Bref, le gouvernement sort l'artillerie lourde.

Il ne faut pas attendre de connaître la composition exacte de la sauce indigeste à laquelle ils comptent nous manger pour préparer la riposte. Car le seul frein à cette politique d'austérité au profit des capitalistes, c'est que le gouvernement trouve le monde du travail sur son chemin !

L'austérité dans toutes les langues

La N-VA avait promis de défendre les Flamands, et tous les partis flamands avaient juré que la réforme de l'Etat profiterait à tous. C'était avant les élections… Après, le nouveau gouvernement flamand a annoncé ses économies : les parents payeront plus pour la crèche et encore plus pour l'inscription à l'université, mais recevront moins d'allocations familiales (régionalisées), les soins des anciens ou d'un membre de la famille malade deviennent plus chers, l'enseignement, les primes au logement, les subventions aux associations culturelles et sociales sont amputées, …

En Wallonie, tous les partis politiques avaient leurs plans pour promettre un emploi à chaque jeune. C'était avant les élections… Après, le nouveau gouvernement wallon a annoncé ses économies : entre autres, seul 1 fonctionnaire sur 5 sera remplacé lorsqu'il part à la retraite, et l'enseignement devra faire avec près d'un milliard € de moins sur 4 ans…

Que ce soit au niveau communal, régional, fédéral ou européen, c'est l'austérité pour les travailleurs dans toutes les langues. La riposte parlera toutes les langues !

Un salaire pour tous !

Il serait question d'obliger les chômeurs à travailler gratuitement au service de la collectivité. Derrière une montagne de considérations morales du genre « il faut mériter l'aide de la société » (une considération qui ne semble pas s'appliquer aux banquiers), ou de prétextes du genre « c'est pour aider les chômeurs à se réinsérer dans le monde du travail », etc., il y a là tout simplement une porte ouverte (de plus) vers le travail gratuit et encore plus d'exploitation.

Pour créer des vrais emplois, il faut prendre sur les profits et commencer par rétablir les dizaines de milliers d'emplois, pourtant utiles, supprimés dans les services publics et les communes.

Ceux qui subissent la crise... et ceux qui en profitent

Ensemble, les grandes entreprises reprises dans l'indice boursier Bel20 ont réalisé presque 8 milliards d'euros de profit au premier semestre 2013, une hausse de 11%.

Le gouvernement manque d'argent ? Voilà où il pourrait en trouver !

La force des travailleurs c'est la grève

Les négociateurs du futur gouvernement seraient d'accord pour instaurer un service minimum à la SNCB. Ces messieurs qui envisagent de multiples attaques contre les salaires et les pensions des travailleurs du public comme du privé et des nouvelles économies sur les services publics, espèrent sans doute pouvoir se protéger ainsi de la colère des travailleurs.

Ils finiront au contraire par la mettre sur les rails !

Une société qui marche à l'envers

Alors que des économies draconiennes sont annoncées dans



l'enseignement des deux communautés linguistiques, que les formateurs du gouvernement fédéral cherchent à économiser 17 milliards dans les services publics, les hôpitaux... ils parlent aussi de renouveler les avions militaires F16 pour un montant qui pourrait s'élever à 5 milliards d'euros.

Réduire les moyens consacrés à la jeunesse et investir dans des engins de morts : voilà le bilan infâme et barbare de cette société capitaliste. Cette société n'a pas d'avenir !

